

# REPUBLIQUE FRANÇAISE

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

-----

COMMUNE D'ARCHIGNY

-----

Numéro de dossier :

AZ 88

« Le Bourg »

N°84/2025

-----

## ARRETE DE VOIRIE PORTANT ALIGNEMENT

LE MAIRE,

LE MAIRE d'ARCHIGNY,

Vu – la demande en date du 9 juillet 2025, par laquelle Me Emilie LACROIX, Notaire, demeurant 2 Avenue du Général de Gaulle 86100 CHATELLERAULT, demande l'alignement du terrain sis « Le Bourg » cadastré section AZ parcelle n° 88 commune d'Archigny.

VU-la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales ;

VU-la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état,

VU-le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU-le Code Général des propriétés des personnes publiques et notamment l'article L 3111.1 ;

VU – le Code de l'urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants ;

VU – le code de la voirie routière et notamment les articles L 112-1 à L 112-8 et L 141-3 ;

VU – le règlement de la voirie communale

VU – le plan d'alignement de la commune

VU- l'Etat des lieux

## ARRÊTÉ

### ARTICLE 1 – ALIGNEMENT

L'alignement au droit de la parcelle AZ 88 au regard de la voie communal rue du Champ de Foire est défini par les points suivants (voir le plan ci-annexé) :

- A : 3.0 mètres axe de la voie communale

- B : 3.0 mètres axe de la voie communale

## **ARTICLE II – RESPONSABILITE**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

## **ARTICLE III – FORMALITES D'URBANISME**

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants.

Si des travaux en limite de voie sont envisagés à la suite de la délivrance de cet arrêté, le bénéficiaire devra présenter une demande spécifique à cette fin.

## **ARTICLE IV – VALIDITE ET RENOUVELLEMENT DE L'ARRÊTE**

Le présent arrêté devra être utilisé dans le délai d'un an à compter du jour de sa délivrance, dans le cas où aucune modification des lieux n'interviendrait sur cette période. A défaut, une nouvelle demande devra être effectuée.

## **ARTICLE V – PUBLICATION ET AFFICHAGE**

Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur dans la commune d'ARCHIGNY

## **ARTICLE VI – RECOURS**

Conformément à l'article R 102 du code des tribunaux administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Fait à ARCHIGNY le 24 juillet 2025

Pour le Maire empêché,

L'Adjoint délégué Gérard LEFEVRE



Diffusion : - Le Bénéficiaire pour attribution

- La commune d'Archigny pour affichage et ou publication

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 modifiée par la loi 96/142 du 21/02/1996 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la mairie ci-dessus désignée.

